

# STEG – Projet ELMED

## d'interconnexion électrique – Câble sous-marin

Lieu :	Tunisie
Identifiant du Projet :	54389
Secteur d'activité :	Énergie
Public/privé :	Public
Catégorie environnementale	A
Date de décision sur l'approbation :	13 décembre 2023
Statut :	<b>Concept examiné</b>
Date de publication du document de synthèse du Projet (DSP) en langue anglaise :	5 octobre 2023

### Description du Projet

Octroi d'un prêt de premier rang à garantie souveraine d'un montant maximum de 45 millions d'euros à la Société Tunisienne de l'Électricité et du Gaz (la « STEG » ou la « Société ») pour le financement d'un câble sous-marin de transmission d'électricité à courant continu haute tension (CCHT) d'une capacité de 600 MW et s'étendant sur 200 km entre la Tunisie et l'Italie. Le Projet comprend des stations de conversion et des installations associées dans chaque pays, financées par d'autres prêteurs (« ELMED »).

ELMED sera exploité et détenu conjointement par la STEG et le gestionnaire du réseau de transport d'électricité italien Terna S.p.A. Une subvention de 307,6 millions d'euros au titre du Mécanisme pour l'interconnexion en Europe (le « MIE ») de l'UE sera allouée au Projet. En complément de la subvention du MIE, ELMED sera cofinancé par la BEI, la KfW et la Banque mondiale.

### Objectifs du Projet

ELMED améliorera l'intégration, la résilience et la stabilité des réseaux électriques en Tunisie et en Italie et, à l'avenir, entre l'Afrique du Nord et l'Europe. ELMED contribuera à l'optimisation de la stabilité des réseaux et de la distribution nécessaire

à une meilleure intégration des énergies renouvelables et à la mise en œuvre d'une stratégie climatique sur les deux marchés qui poursuivent des objectifs ambitieux en matière d'énergies renouvelables.

## Impact sur la transition

Score de l'impact attendu sur la transition (IAT) : 85

Le Projet contribuera aux qualités de la transition « résiliente » et « verte ».

Il a été inclus dans la liste des projets d'intérêt commun en 2017 par la Commission européenne en raison de son importance stratégique pour la sécurité et la durabilité énergétique des deux pays et pour la création d'un réseau électrique méditerranéen qui relie l'Afrique du Nord à l'Europe, en vue d'une intégration complète des marchés. Le Projet comprendra un ensemble complet d'initiatives de dialogue sur les politiques destinées à apporter des changements structurels et à favoriser la transition énergétique de la Tunisie.

Le Projet sera conforme à l'approche de la Banque en matière de transition vers une économie verte (TEV).

## Le Client

SOCIÉTÉ TUNISIENNE DE L'ÉLECTRICITÉ ET DU GAZ

La STEG est le prestataire public national de services d'électricité et de gaz en Tunisie. Entièrement détenue par l'État tunisien et verticalement intégrée, elle est placée sous la tutelle du ministère de l'Industrie, des Mines et de l'Énergie. Elle a été créée en 1962 (décret-loi N 62-8 du 3 avril 1962), quand le gouvernement tunisien a décidé de nationaliser la production, le transport, la distribution, l'importation et l'exportation d'électricité et de gaz, en confiant ces activités à la STEG.

## Financement de la BERD

45 000 000,00 euros

Un prêt à garantie souveraine d'un montant maximum de 45 millions d'euros sera accordé à la STEG, parallèlement à des prêts souverains de la BEI, de la KfW et de la Banque mondiale, ainsi qu'à une subvention du MIE de l'UE.

## Coût total du Projet

211 000 000,00 euros

## Additionnalité

L'additionnalité résulte de la structure et des instruments de financement fournis. La BERD offre un financement qui n'est pas disponible sur le marché auprès de sources commerciales à des conditions raisonnables pour un projet public aussi stratégique.

## Synthèse environnementale et sociale

Le Projet est classé dans la catégorie A (PES 2019). Les vérifications environnementales et sociales réalisées au titre de la diligence raisonnable ont montré qu'aucune étude nationale d'impact environnemental ne s'imposait/n'avait été réalisée ni en Italie ni en Tunisie et que, par conséquent, le Projet n'avait fait l'objet d'aucune procédure d'expertise réglementaire ni d'aucun processus d'examen par les ministères spécialisés et les services gouvernementaux compétents. La Société a cependant réalisé une étude d'impact environnemental et social (EIES) portant sur les composantes du câble sous-marin et des infrastructures d'atterrissage pour le volet tunisien du Projet, accompagnée d'autres documents d'appui tels qu'un Plan de gestion environnementale et sociale, un Plan de gestion de la biodiversité, etc. L'analyse indépendante des lacunes de l'EIES existante par rapport aux Exigences de performance de la Banque a mis en évidence une évaluation insuffisante des risques et des incidences sur la biodiversité marine et terrestre, des incidences sur les moyens de subsistance, des restrictions d'accès, une identification et une participation insuffisantes des parties prenantes, ainsi que la nécessité de réaliser une évaluation des habitats critiques, une évaluation des risques liés à la navigation et une étude d'impact socio-économique supplémentaire. La sûreté et la sécurité des communautés, ainsi que les attentes en matière d'emploi, devront également être soigneusement examinées en intensifiant la participation des parties prenantes et en élaborant des plans de gestion. L'analyse des lacunes comprenait également un examen de la documentation supplémentaire relative aux infrastructures du futur câble sous-marin sur le territoire italien, ainsi qu'une visite des sites d'atterrissage dans les deux pays. Tous les risques identifiés (ou à identifier) sont (seront) abordés par des plans spécifiques dont la mise en œuvre est requise par le Plan d'action environnemental et social (PAES). Actuellement, un certain nombre d'études supplémentaires, identifiées par l'analyse des lacunes, sont en cours. En particulier, une Évaluation des habitats critiques a permis d'examiner les données sur les habitats des fonds marins et les informations relatives aux zones protégées/zones importantes pour la conservation des oiseaux et autres zones reconnues au niveau international, ainsi que les éléments susceptibles de déclencher des caractéristiques prioritaires de la biodiversité et des habitats critiques. En raison de la mobilité, de la distribution et de la densité des espèces, la totalité du Canal de Sicile a été définie comme une zone d'évaluation écologiquement appropriée. L'Évaluation des habitats critiques a identifié le Canal de Sicile comme un habitat marin critique et les sites d'atterrissage situés en Italie et en Tunisie comme des habitats côtiers critiques. Sur la base des principes de précaution, 34 espèces ont été recensées comme pouvant justifier la classification en tant qu'habitat critique sur la base de critères variés, englobant à la fois un niveau élevé de certitude que les espèces constituent un habitat critique et la probabilité de déclencher un habitat critique sur la base des aires de répartition, des associations entre habitats et de la contribution à d'importantes fonctions. En outre, 54 espèces ont été identifiées comme caractéristiques prioritaires de la biodiversité. Le Projet se situe par ailleurs à l'intérieur de plusieurs zones légalement protégées et d'autres zones disposant de valeurs de biodiversité élevées reconnues, ou présente une connexion potentielle avec ces zones. L'Évaluation des habitats critiques a confirmé que le Projet proposé était situé dans une zone de grande importance pour la biodiversité de la mer Méditerranée et qu'il

devait clairement démontrer la satisfaction des dispositions au titre de l'Exigence de performance 6, l'absence de perte nette de la biodiversité et la réalisation de gains nets. L'évaluation des incidences potentielles sur les habitats critiques sera finalisée d'ici la mi-novembre et des mesures d'atténuation proposées seront identifiées. Le PAES sera mis à jour en tenant compte des résultats des études en cours et des différentes étapes de la mise en œuvre des actions hautement prioritaires qui constituent une condition au décaissement. Il convient de noter qu'aucune société de projet n'a été créée pour la construction et/ou l'exploitation du câble sous-marin et que, par conséquent, aucune norme n'a été établie pour le Projet. La mise en œuvre du Projet sera régie par l'Accord de gouvernance conclu entre la STEG et Terna (le promoteur du développement des infrastructures du Projet sur le territoire italien). Bien que les incidences du Projet sur le territoire italien aient été évaluées par des consultants indépendants et que les actions et recommandations requises aient été communiquées au promoteur italien du Projet, les obligations contractuelles de la Banque ne s'appliquent qu'à la STEG, en sa qualité d'emprunteur. Le PAES actuel contient des actions visant à renforcer la capacité du Client à mettre en œuvre et à respecter les exigences environnementales et sociales de la BERD, à développer et à instaurer des procédures d'audit des chaînes d'approvisionnement et des procédures de gestion des entrepreneurs, à élaborer un Plan de gestion de la construction, à mener des études de biodiversité sur le terrain en amont de la construction et à demander aux entrepreneurs de concevoir des Plans de gestion des risques liés à la navigation, à préparer un Plan d'action pour la réinstallation détaillé sur la base du Plan de réinstallation mis à jour, etc. La mise en œuvre des exigences de la Banque fera l'objet d'un suivi semestriel pendant la construction et d'un suivi annuel pendant l'exploitation du Projet. La Banque fournira également au Client un soutien à la mise en œuvre du PAES afin d'améliorer sa capacité à gérer les impacts et les risques spécifiques au Projet.

## **Coopération technique et financement sous forme de subvention**

Une coopération technique préalable à la signature a été accordée au titre du Fonds spécial des actionnaires de la BERD pour financer l'analyse des lacunes environnementales et sociales du Projet et des études complémentaires.

Une subvention d'un montant maximum de 5 millions d'euros au titre de la Plateforme d'investissement pour le voisinage de l'UE (PIV) est également envisagée pour soutenir la mise en œuvre globale du Projet, ainsi que l'ensemble des initiatives de dialogue sur les politiques conçues pour la transition énergétique de la Tunisie.

## **Contact au sein de l'entreprise**

Raoudha Haouala  
rhaouala@steg.com.tn  
+216 71 341 363  
www.steg.com.tn  
38 rue Kamel Ataturk 1080 Tunis Tunisie

# Dernière mise à jour du DSP en langue anglaise

10 novembre 2023

## Comprendre la Transition

Pour en savoir plus sur l'approche de la BERD quant à la mesure de l'impact sur la transition, [cliquer ici](#).

## Opportunités commerciales

Pour les opportunités commerciales ou la passation de marchés, contacter la société cliente.

Pour les opportunités commerciales avec la BERD (hors passation de marchés), nous contacter :

Tél : +44 20 7338 7168

Courriel : [projectenquiries@ebrd.com](mailto:projectenquiries@ebrd.com)

Pour les Projets du secteur public, consulter [Passation de marchés](#) sur le site de la BERD, ou :

Tél : +44 20 7338 6794

Courriel : [procurement@ebrd.com](mailto:procurement@ebrd.com)

## Questions d'ordre général

Les questions spécifiques peuvent être envoyées via l'un des [formulaires de contact](#) de la BERD.

## Politique environnementale et sociale (PES)

La [PES](#) et les Exigences de performance (EP) y afférentes définissent les modalités de mise en œuvre par la BERD de son engagement en faveur de la promotion d'un « développement sain et durable du point de vue de l'environnement ». La PES et les EP contiennent des dispositions spécifiques exigeant des clients qu'ils se conforment à la législation nationale applicable en matière d'information et de consultation du public, et qu'ils mettent en place un mécanisme de règlement des griefs pour recueillir les problèmes et les plaintes des parties prenantes, et en faciliter la résolution, en particulier concernant la performance environnementale et sociale du client et du Projet. En fonction de la nature et de l'ampleur des risques et impacts environnementaux et sociaux du Projet, la BERD demande en outre à ses clients de communiquer les informations qui s'avèrent nécessaires concernant les risques et

impacts des Projets, ou de mener des consultations pertinentes auprès des parties prenantes concernées puis d'examiner leurs réactions et d'y répondre.

Pour plus d'informations à propos des pratiques de la BERD dans ce domaine, consulter la [PES](#).

## **Intégrité et conformité**

Le ou la Responsable de la déontologie de la BERD encourage une bonne gouvernance et assure l'application des normes d'intégrité les plus rigoureuses à toutes les activités de la Banque, en conformité avec les meilleures pratiques internationales. Des vérifications au titre de l'obligation de diligence sont effectuées pour contrôler l'intégrité de tous les clients de la Banque afin d'établir que les projets ne présentent pas de risques inacceptables, en termes d'intégrité ou de réputation, pour la Banque. La BERD est convaincue que l'identification et la résolution des problèmes pendant les phases d'évaluation et d'approbation des projets constituent le moyen le plus efficace d'assurer l'intégrité des transactions de la Banque. Le ou la Responsable de la déontologie joue un rôle essentiel dans ces efforts de prévention, tout en contribuant au contrôle des risques en matière d'intégrité associés aux Projets une fois les investissements réalisés.

Le ou la Responsable de la déontologie est également chargé(e) d'enquêter sur les allégations de fraude, de corruption ou de manquement dans le cadre des Projets financés par la BERD. Toute personne, interne ou externe à la Banque, suspectant un cas de fraude, de corruption ou de manquement, peut le reporter par écrit au ou à la Responsable de la déontologie de la BERD, en envoyant un courriel à l'adresse électronique [compliance@ebrd.com](mailto:compliance@ebrd.com). Tout signalement, même anonyme, fera l'objet d'un suivi par le ou la Responsable de la déontologie et sera examiné. Les signalements peuvent être rédigés dans toutes les langues de la Banque et de ses pays d'opérations. Les informations transmises doivent l'être en toute bonne foi.

## **Politique d'accès à l'information (PAI)**

La PAI définit la manière dont la BERD diffuse les informations et consulte ses partenaires pour favoriser une meilleure sensibilisation et connaissance de ses stratégies, politiques et opérations, depuis son entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2020. Consulter la page concernant la [Politique d'accès à l'information](#) sur le site Internet de la BERD pour savoir quels types d'informations sont disponibles en ligne.

Les demandes d'informations spécifiques peuvent être envoyées via l'un des [formulaire de contact](#) de la BERD.

## **Mécanisme indépendant de responsabilisation dans le cadre des projets (MIRP)**

Si les efforts pour aborder des préoccupations environnementales, sociales ou de divulgation au public avec le Client ou la Banque (par exemple via le mécanisme de règlement des griefs du Client au niveau du Projet, ou bien via un échange direct avec la Direction de la Banque) n'ont pas abouti, les personnes ou organisations peuvent adresser leurs préoccupations au Mécanisme indépendant de responsabilisation dans le cadre des projets (MIRP) de la BERD.

Le MIRP examine en toute indépendance les problèmes liés aux Projets qui auraient provoqué, ou seraient susceptibles de provoquer, un préjudice. L'objectif du Mécanisme est : d'encourager le dialogue entre les parties prenantes du Projet en vue de la résolution de problèmes environnementaux, sociaux ou de divulgation au public ; de déterminer si la Banque a respecté sa [Politique environnementale et sociale](#) et les dispositions spécifiques aux Projets de sa [Politique d'accès à l'information](#) ; et le cas échéant, de remédier à tout cas de non-conformité à ces politiques, tout en prévenant un futur problème de non-conformité de la Banque.

Consulter la page Internet du [Mécanisme indépendant de responsabilisation dans le cadre des projets](#) pour en apprendre plus sur le MIRP et son mandat, pour connaître les modalités de [dépôt d'un Recours](#), ou pour contacter le MIRP par courriel à l'adresse [ipam@ebrd.com](mailto:ipam@ebrd.com) afin d'obtenir des conseils ou des précisions sur le MIRP et le dépôt d'un recours.